

Les subsides

intervenants ne veulent pas être évincés il faudra qu'ils emboîtent le pas. Que va-t-il advenir de la caisse populaire qui verse 15 ou 16 p. 100 sur l'épargne que lui confient toutes sortes de personnes quand elle la reprêtera à 12 p. 100, ce taux magique imposé par le NPD? J'en ai parlé aux représentants de certaines caisses de crédit. J'ai consulté les représentants de sociétés de fiducie. Ou bien ce sera la faillite, ont-ils dit, ou bien il nous faudra quitter ce marché. J'ai interrogé les représentants de caisses de retraite et des sociétés d'assurance-vie. Ils ont répondu qu'ils n'avaient pas le droit de demander de faire les frais de l'opération aux retraités, aux veuves et aux orphelins qui comptent sur l'argent confié à l'assurance-vie. C'est au gouvernement que cela reviendrait, ont-ils dit. Donc ces établissements quitteraient le marché.

La solution néo-démocrate serait donc vouée à l'échec, parce que nous perdriions une bonne partie de l'épargne qui s'en va sur le marché hypothécaire. Il y aurait moins d'épargne orientée vers les hypothèques pour créer des emplois dans l'industrie du bâtiment. Depuis longtemps, les membres du Nouveau parti démocratique répètent qu'il faut créer des emplois dans le bâtiment et qu'ils en créeraient à leur façon. Mais cette formule est vouée à l'échec.

M. Riis: Alors qu'allez-vous faire.

M. Wilson: C'est de la cruauté de leur part que de proposer cette solution de facilité.

M. Peterson: Quelles sont les vôtres?

M. Wilson: La solution que proposent les députés néo-démocrates n'est qu'un expédient qui fera croire aux Canadiens qu'ils connaissent le remède, mais le critique financier sait que ce n'est pas le cas.

M. Peterson: Vous n'en avez aucun.

M. Riis: Quelle est votre solution?

M. Wilson: C'est pourquoi il fait tant de bruit en ce moment. C'est pourquoi il n'aime pas m'entendre parler ainsi.

M. Riis: Je veux savoir quelle est votre solution, Mike.

M. Wilson: Comme tous les programmes du Nouveau parti démocratique, celui-là ne marchera pas mais, par contre, il aboutira à plus de dépenses, plus de réglementation, ce qui, en retour, augmentera l'inflation. Voilà quel sera le résultat de la politique néo-démocrate.

M. Riis: Comment se présente le budget de la Saskatchewan, au fait?

M. McKenzie: Les néo-démocrates veulent un contrôle des changes.

M. Wilson: Prenons un exemple frappant. Le ministre des Finances en a parlé dans ses observations. Les socialistes ont été élus l'an dernier en France. Ils poursuivaient le grand rêve

socialiste. Ils voulaient tout chambouler et prouver au reste du monde qu'ils avaient les bonnes solutions. Que s'est-il passé? Permettez-moi de citer quelques exemples. L'inflation s'élève à 14 p. 100 en France. Le chômage a augmenté de 21 p. 100 cette année par rapport à l'année dernière.

M. Smith: C'est exact.

M. Wilson: Le secteur privé dans ce pays est dans le marasme, ce qui oblige le gouvernement à se lancer dans d'énormes programmes de dépenses. Il devra pour cela emprunter de fortes sommes, ce qui mettra le secteur privé encore plus à sec. Comment celui-ci répond-il à cette situation? En quittant le pays, pris de panique. Les capitaux fuient vers la Suisse, l'Allemagne et les États-Unis. Puis, le gouvernement a imposé un contrôle des changes parce que la valeur du franc français est tombée d'environ 10 p. 100. Voilà le résultat de la politique socialiste et du rêve socialiste.

M. Riis: Quelle est votre solution, Mike?

M. Wilson: Si l'on regarde certaines des orientations prises par la France, on a un bon élément de comparaison avec les orientations prises par un autre membre de l'Internationale socialiste, notre gouvernement libéral.

M. Smith: Ce sont des balivernes!

M. Wilson: Notre gouvernement suit le même genre de politique et dépense sans compter.

M. Chénier: Vous devriez avoir honte!

M. Wilson: On voit jusqu'où ont grimpé le taux de chômage et les taux d'intérêt en France. La situation est la même chez nous.

M. Peterson: Pauvre ignare!

M. Wilson: Le rêve socialiste ne s'est pas concrétisé chez nous; pas plus qu'en France et il ne se matérialisera jamais dans aucun pays.

M. Riis: Mike, que proposez-vous?

M. Wilson: C'est le fondement même des orientations socialistes.

M. Chénier: Proposez-nous donc quelque chose.

M. Wilson: Je note que les deux membres de l'Internationale socialiste n'aiment pas entendre ce que j'ai à dire.

M. Smith: Quelles sornettes!

M. Wilson: J'aimerais rappeler à nos vis-à-vis et aux députés du déversoir socialiste que c'est précisément la motion de ces derniers que nous débattons. C'est parce que je souligne les faiblesses de cette motion qu'ils ne veulent pas écouter.

M. Riis: Vous n'avez rien à proposer.